

*l'Anti*capitaliste

n°733 | 12 décembre 2024 | 1,50 €

l'hebdomadaire du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

URGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE
CRISE DÉMOCRATIQUE



**S'ORGANISER,
LUTTER ET DÉCIDER
NOUS-MÊMES**

ZOOM

Syrie. La chute
d'une dynastie

Page 2

INTERNATIONAL

La crise sud-coréenne
vue de France

Page 4

ARGUMENTS

Journée internationale des migrantEs.
Solidarité et mobilisation!

Page 5

CHAMP LIBRE

Entretien avec
Ritchy Thibault

Page 8

Édito

L'extrême droite, soutien indéfectible des dictatures

Par CATHY BILLARD

Si pendant 54 ans la dictature sanglante des Assad père et fils a pu écraser toutes les oppositions de la gauche politique et syndicale avant de massacrer un demi-million de personnes et déplacer la moitié de la population du pays, c'est bien sûr grâce au soutien actif d'autres dictatures (iranienne ou russe) et au soutien passif des puissances impérialistes qui l'ont considéré in fine comme un moindre mal.

Cela ne doit pas nous faire oublier l'appui indéfectible de l'extrême droite française, évidemment pas pour des raisons idéologiques de soutien au pan-arabisme du père, ni à l'inanité politique du fils ! Simplement par solidarité avec les pouvoirs autoritaires dès lors qu'il y a des intérêts communs. En l'occurrence, les obsessions racistes de l'extrême droite : d'abord l'antisémitisme de Le Pen père qui a vu dans le soutien à la Syrie un moyen de flatter son électorat. Puis au nom de la défense de la « laïcité » contre la montée de « l'islamisme », de la défense de la communauté chrétienne menacée par des « djihadistes »... Pour finir par la menace du déferlement d'une vague migratoire à la suite de la chute d'Assad agitée par Bardella.

Un soutien qui ne s'est pas contenté de déclarations glaçantes — dont il serait possible de faire un florilège pétrifiant — mais s'est manifesté par des démarches concrètes. En 2009, Frédéric Chatillon, grand ami de Marine Le Pen organisait officiellement des campagnes de communication pour vanter le régime syrien. Depuis 2011, de nombreux cadres et responsables du FN puis du RN se sont rendus en Syrie, patronnés par Thierry Mariani, ex-ministre de Sarkozy, ex-député UMP passé au RN, véritable tour opérateur français du régime d'Assad. Certes parmi d'autres éluEs françaisEs, que Mariani avait également entraînéEs, mais les représentants du FN ou RN se sont systématiquement montrés les plus fervents zéloteurs du « boucher de Damas » dans les médias qui leur déroulent le tapis rouge et les cercles de pseudo-réflexion intellectuelle à travers lesquels ils jettent des filets pour conquérir une influence grandissante.

Ce soutien indéfectible de l'extrême droite aux dictateurs doit rappeler à celles et ceux qui banalisent la possible arrivée au pouvoir du RN que ce n'est pas une erreur mais un ADN politique qui faisait dire à Marine Le Pen à propos des bombardements par Assad de la population syrienne : « *Bachar al-Assad a combattu le fondamentalisme islamiste avec les moyens qui étaient les siens* ».

Bien dit

Le déni du réel (climat, biodiversité, dégradation du travail...), le déni des droits humains à Gaza et dans toutes les guerres et le déni de la science par les partis et mouvements réactionnaires sont les symptômes d'une convulsion capitaliste qui atteint un caractère anthropologique

JEAN-MARIE HARRIBÉY, « Derrière la crise politique, une convulsion capitaliste », Club de Mediapart, le 9 décembre 2024.

À la Une

URGENCE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE, CRISE DÉMOCRATIQUE S'organiser, lutter et décider nous-mêmes

Selon Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste, Macron « n'est plus en situation aujourd'hui d'être l'arbitre des élégances » en référence à Pétrone, favori... de Néron (sic). Alors que le président a rencontré les partis le 10 décembre, sauf le RN non invité et LFI qui a refusé, les tractations se poursuivent pour former un gouvernement.

Macron a promis d'aller vite — 48 heures ! — preuve rétrospectivement de sa mauvaise volonté cet été. Michel Barnier aura donc fait long feu, et celles et ceux qui avaient parié que le Savoyard sauterait ont donc gagné ! Le Premier ministre, lui, n'y a pas cru... Jusqu'au bout, il a pensé avoir fait assez de concessions à Marine Le Pen et au RN. Fatale erreur !

Les membres du gouvernement ont bien essayé d'expliquer que le vote de la motion de censure conduirait au chaos — celui-là même que l'élection de Macron devait permettre d'éviter il y a sept ans. Ils n'ont convaincu personne.

Un système antidémocratique à bout

Touché mais pas coulé, Macron, dans son allocution du 5 décembre, a expliqué que l'extrême droite et l'extrême gauche avaient voté ensemble pour faire tomber la République ! Évidemment, personne n'y a cru ! La chute de Barnier et ses sbires n'est que le énième rebondissement d'une crise toujours plus béante depuis la dissolution de l'Assemblée nationale. Jupiter a ensuite stigmatisé LFI pour mieux faire surgir le fameux « arc républicain » et tenter un rapprochement avec le PS... alors que de nombreuses personnalités, comme Cécile Duflot, Olivier Faure qui a depuis reculé, s'étaient positionnées en faveur d'une grande coalition.

Alors que Macron est totalement illégitime, décrédibilisé, y compris sur la scène internationale, il tente de se maintenir au pouvoir pour faire passer ses politiques antisociales, sur laquelle la bourgeoisie elle-même se divise. Il annonce ne pas avoir recours à la dissolution de l'Assemblée nationale dans les trente mois (jusqu'à la présidentielle !) et entend s'appuyer sur son constat d'« *unanimité des forces politiques pour ne plus dépendre du Rassemblement national* ». Tandis qu'en échange d'un renoncement à l'usage de l'article 49.3, les députéEs s'engagent à ne pas censurer. Sauver une fois de plus les institutions ne sauvera pas le capital !

Pour les emplois, les salaires, la baisse du temps de travail

Car la crise est aussi sociale. Celles et ceux qui bataillent depuis des semaines contre les plans de licenciements dans l'automobile et le commerce la payent au prix fort ! Il y a urgence à interdire les licenciements, réduire le temps de travail pour travailler toutes et tous, augmenter les salaires de 400 euros pour financer la protection sociale, taxer les riches pour financer les services publics. Et la crise écologique ne va pas s'arrêter : il faut stopper l'extractivisme et le productivisme et reconverter les emplois dans des activités socialement utiles

et sans conséquences néfastes pour l'environnement.

Le 12 décembre, nous serons mobiliséEs pour les emplois dans le privé et la fonction publique et contre les baisses de budget dans les services publics. Le 14 décembre, nous serons dans la rue pour défendre les droits des sans-papiers et des migrantEs, défendre l'ouverture des frontières.

Les mobilisations, tout comme la construction du Nouveau Front populaire dans nos quartiers, permettent de maintenir le rapport de forces et l'unité autour d'un programme qui a fédéré la gauche face à l'extrême droite.

Inventer une autre démocratie

Si Macron et les macronistes ne veulent rien lâcher, si les capitalistes ne veulent plus aucun compromis et veulent préserver leurs profits, il nous faudra un rapport de forces collectif plus fort encore pour déloger Macron, mais aussi interdire les licenciements, abroger la réforme des retraites et instaurer le partage du temps de travail et des richesses, combattre toutes les discriminations, le racisme et l'extrême droite.

Pour que cela change, il n'y a pas de combinaison parlementaire possible ou de solution institutionnelle ; il n'y a pas d'homme ou de femme providentielle. Seule notre mobilisation, la mobilisation des travailleurEs (actifEs ou retraitéEs) et des jeunes, sur les lieux de vie, de travail et d'études qui porte la perspective d'une nouvelle assemblée pour une nouvelle constitution permettrait de répondre aux urgences sociales et écologiques et de renverser la 5^e République antidémocratique.

Fabienne Dolet

ENCORE UN PREMIER MINISTRE POUR RIEN



HÔPITAL TENON : UNE PREMIÈRE VICTOIRE POUR LES AGENT·E·S D'ENTRETIEN

Après une première journée de grève, la direction de la société de nettoyage ATN à qui l'hôpital Tenon (Paris 20^e) sous-traite l'entretien des locaux s'est engagée sur les revendications des agentEs.

Depuis des années leurs conditions de travail étaient particulièrement dégradées : travail 6j/7, temps partiels imposés, travail tous les weekends, absences non remplacées, harcèlement de l'encadrement... Aujourd'hui, les grévistes ont obtenu un engagement pour une nouvelle organisation de travail en 5j/7 d'ici février 2025, le remplacement des absences et des départs, la vérification de la qualité des matériels de protection, l'arrêt du harcèlement des cadres. Les organisations syndicales et les collectifs d'usagerEs seront attentifs à la bonne tenue de ces mesures. © NPA

EMPLOI ET SERVICES PUBLICS Un 5 décembre en demi-teinte, et après ?

La journée du 5 décembre était prévue comme une première étape dans la mobilisation contre la politique du gouvernement et l'avalanche de plans de licenciements et de fermetures de sites annoncés ces dernières semaines.

Après le vote de la motion de censure du gouvernement à la suite de l'utilisation de l'article 49.3 pour tenter de faire approuver le PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale) entraînant la démission du gouvernement Barnier, la mobilisation risquait de paraître décalée.

Une mobilisation solide

Cette journée était appelée par quasiment l'ensemble des organisations de fonctionnaires, CGT, FSU, CFTD, Solidaires, FA-FP, UNSA, CFE-CGC mais sans FO (significativement présente dans le secteur). Au cœur des revendications, le passage d'un à trois jours de carence pour les fonctionnaires malades, la réduction de 100% à 90% de la rémunération en cas d'arrêt maladie et la non-reconduction du versement d'une prime en soutien au pouvoir d'achat. Avec en toile de fond, la dénonciation d'un budget qui prévoyait une brutale politique d'austérité frappant l'ensemble des secteurs de l'hôpital à l'éducation en passant par la culture et les collectivités locales.

L'Éducation nationale fut le secteur le plus mobilisé avec



près de 65% dans le 1^{er} degré et 54% dans les lycées et collèges. On trouve ensuite les finances avec 20% de grévistes selon le ministère. Mobilisation significative dans la fonction publique territoriale avec plus de 6% de grévistes selon le ministère et dans le secteur hospitalier où les chiffres sont toujours plus difficiles à estimer en raison de l'assignation au poste de travail.

Des cortèges en demi-teinte

Dans la rue, les manifestations ont réuni 200 000 personnes dans 160 cortèges et rassem-

lements, dont 30 000 à Paris selon la CGT (130 000 dans tout le pays, dont 3 000 à Paris pour la police). Dans une ambiance plutôt tempérée, de colère rentrée. Des chiffres significatifs dans de nombreuses villes ou régions : 12 000 personnes à Toulouse selon la CGT (4 500 selon la police), 20 000 (chiffre CGT) à 5 000 (préfecture) à Marseille, 6 000 personnes à Lyon (syndicats), 6 700 à Nantes selon la préfecture, 5 000 à Clermont-Ferrand, 4 000 à Bordeaux. À Montpellier, 5 000 selon les syndicats (3 800 selon la préfecture), Rouen 3 000, Angers 3 000, Tours 2 500, Nancy 2 500, Strasbourg, 3 000, 4 700 dans le Finistère, 1 500 à Amiens, 1 500 à Albi et des centaines à Poitiers, Orléans, Évreux, Guéret...

Hésitations pour la suite ?

Réunies en intersyndicale le 5 décembre au soir, les organisations syndicales envisageaient une poursuite/reprise du mouvement à partir du 11 décembre avec un appel à la grève de la CGT pour le 12. Force ouvrière appelant à trois jours de grève du 10 au 12 décembre, en même temps que l'appel à la grève reconductible des syndicats

de cheminots. Appel rendu problématique après la signature par les syndicats représentatifs (CGT, UNSA, SUD-Rail et CFTD) d'un accord par lequel la direction s'engage à ce que les droits des cheminots transférés dans les nouvelles filiales créées après le démantèlement de Fret SNCF leur soient garantis trois ans. De ce fait, deux organisations (UNSA et CFTD) renoncent à appeler à la grève reconductible à partir du 11 décembre au soir. Du côté du privé, les résistances se maintiennent chez Michelin, Auchan, Vencorex, Arcelor-Mittal, MA France, SBFM. Le 5 décembre, dans les rangs des manifestantEs, l'absence de gouvernement était parfois ressentie comme absence d'interlocuteur. De plus, la déferlante médiatique — cautionnée par le PS, les Écologistes et le PCF — autour de l'intérêt général pour « donner un budget à la France pour 2025 » et relever les tranches d'imposition pourrait bien contribuer à conforter un fatalisme déjà perçu lors de la mobilisation contre la réforme des retraites de 2023. Nous avons pourtant tout à gagner à nous mobiliser.

Robert Pelletier

SYRIE La chute d'une dynastie

Depuis 1970, 54 ans de règne familial, du père Hafez al-Assad au fils Bachar al-Assad, telle une dynastie féodale : 54 ans de racket mafieux, de pillage, d'emprisonnement de masse et de torture.

Pour les actes de torture institutionnalisés, les viols et les massacres d'une telle ampleur, à Hama en 1982 et dans tout le pays depuis 2011, les auteurs devraient être traînés devant la CPI (Cour pénale internationale) pour crimes de guerres et crimes contre l'humanité.

En 10 jours, et un peu à la surprise générale pour peu que l'on ait observé la situation de loin, le régime syrien vient de s'effondrer comme un château de cartes, pratiquement sans combattre. Le tyran Bachar al-Assad a fui Damas en avion pour une destination inconnue.

Un tyran sans pouvoir

Tout a commencé par une offensive éclair lancée par l'organisation jihadiste Hayat Tahrir al-Cham (HTC) le 27 novembre dernier à partir de la poche d'Idlib, dernier réduit échappant au régime depuis la révolution populaire et la guerre civile de 2011.

Ses parrains russes embourbés en Ukraine et ses soutiens, le Hezbollah et l'Iran, affaiblis par la guerre contre Israël, le pouvoir de Bachar al-Assad — confronté également à une offensive de la coalition kurdo-arabe des FDS (Forces démocratiques syriennes) au nord et des restes de l'Armée syrienne libre à Deraa, ville de naissance de la révolution de 2011 — n'a pas été en mesure d'offrir la moindre résistance.

La destruction du pays et la ruine économique engendrée par la furie vengeresse du régime pour écraser la révolution ont également eu un rôle majeur.

Au fur et à mesure, ce qui n'était au départ qu'une offensive à caractère militaire dirigée

par des islamistes s'est transformé en soulèvement populaire : prisons et commissariats pris d'assaut et détruits ; libération de milliers de prisonniers politiques, certains enfermés et disparus depuis 40 ans, notamment dans la terrifiante prison de Saidaaya, un véritable camp d'extermination où 30 000 personnes sont mortes sous la torture depuis 2011 ; démolition des statues des dictateurs ; manifs dans les rues ; incendie de bâtiments officiels.

Affamés, non payés, maltraités, les conscrits de l'Armée syrienne ont également déserté en masse, refusant de continuer à mourir pour rien. Même la communauté alaouite (10% de la population), celle de la famille Assad qui avait construit tout son pouvoir de façon clanique en s'appuyant sur elle, n'a pas bougé pour sauvegarder le régime.

Le peuple doit écrire son histoire

Les peuples de Syrie, dans toute leur diversité, plongent désormais dans l'inconnu. Ce serait peu dire qu'aucune confiance politique, vu sa nature et son orientation, ne peut être accordée au HTC pour respecter la parole donnée depuis 10 jours d'inclure tous les SyrienNES dans un processus démocratique et respectueux de leurs identités. Le pragmatisme mis en avant pour faire tomber Assad cédera vite la place à la realpolitik, aux luttes de pouvoir et aux idéologies.

Cela ne signifie pas pour autant que l'histoire soit écrite d'avance. Le pays se retrouve confronté à des défis colossaux : une économie en ruine, une pauvreté extrême, des divisions religieuses et politiques, une culture démocratique et une gauche anéantie par 60 ans

de dictature, des ingérences étrangères et impérialistes incessantes.

La question kurde et la lutte de ce peuple pour sa libération sont de première importance, à l'heure où dans le Rojava, l'ANS (Armée nationale syrienne), organisation islamiste proche de la Turquie et rivale du HTC, attaque et bombarde les villes et villages pour mettre fin à leur autonomie acquise de haute lutte. Netanyahu, de son côté, profite du moment pour détruire l'équipement militaire récupéré d'Assad. Il a déclaré que « le Golan fera partie de l'État d'Israël pour l'éternité ». En violation directe de l'accord de désengagement de l'armée israélienne de 1974, a rappelé l'ONU, bien seule puisque aucune des grandes puissances ne s'oppose aux visées hégémoniques de l'État d'Israël.

Le peuple syrien doit pouvoir décider de son avenir, pour atteindre les buts de la révolution populaire et démocratique de 2011 : justice sociale, liberté et démocratie. Les internationalistes, révolutionnaires et anticapitalistes seront à leurs côtés.

Y. S.

À lire sur le site



France-Tchad, je t'aime moi non plus,
par Paul Martial



Palestine. Face au génocide, nous pouvons toutes et tous agir!,
par William Daunora



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur **l'Anticapitaliste.org**

Agenda

Jeudi 12 décembre, réunion publique du NPA-l'Anticapitaliste 19° « S'organiser contre le racisme et l'extrême droite » avec Monira Moon et Ugo Palheta, Paris. À 19h au Baranoux, 78 rue Compans, Paris 19°.

Jeudi 12 décembre, projection de Rouge, la couleur qui annonce le journal en présence d'Olivier Besancenot et Edwy Plenel, Montreuil (93). À 20h30, cinéma Le Méliès, 12, place Jean Jaurès.

Vendredi 13 décembre, concert de jazz pour la souscription du NPA l'Anticapitaliste, Bourges (19). À 20h au moulin de Voiselle, 5, boulevard du Général Chanzy.

14/ 18 décembre, manifestations antiracistes. À Paris, samedi 14 décembre à 14h, place de Clichy. Lire page 5.

Samedi 14 décembre, soirée de soutien aux inculpés du procès du béton, Alençon (61). Rendez-vous à la Chapêlmêle, 41, chemin des Châtelets 61000 Alençon, à partir de 18h30.

No comment

Celui qui célèbre la "Syrie libre" en Allemagne n'a manifestement plus de raison de fuir. Il devrait retourner immédiatement en Syrie

ALICE WEIDEL, candidate l'AfD en Allemagne, sur le réseau social X, rejointe par la formation d'extrême droite en Autriche, le FPÖ, alors que de nombreux pays (la France, l'Allemagne, la Norvège, le Danemark, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et la Grèce) ont annoncé suspendre l'examen des demandes d'asile de Syriens.

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0424-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr



INDE New Delhi suffoque

Après un été caniculaire, pics à 47°C, les 25 millions d'habitantes de la mégapole étouffent depuis la mi-novembre sous un épais smog. Sa composition en particules fines est 60 fois supérieure aux limites de dangerosité retenues par l'OMS nous signale Reporterre. L'État d'urgence a été décrété.

La mesure la plus importante, la fermeture de toutes les écoles, ne règle pourtant rien. Bien au contraire puisque les logements de l'immense majorité de la population ne permettent pas un confinement efficace. Cette mesure prive en outre la masse des enfants d'un repas quotidien assuré ordinairement par l'école. Et quand cette pollution s'atténue, on reste très au-dessus des limites supportables par les organismes. Les bébés sont particulièrement vulnérables et les hôpitaux sont totalement dépassés par l'ampleur de la catastrophe.



SAAKSHI YADAV

Brûlis agricoles, industrie et circulation automobile

Les brûlis traditionnels des rizières dans toute la région sont pointés mais les alternatives à ces pratiques ne sont qu'à l'état d'ébauche. La grande densité industrielle est en cause. Très majoritairement, cette industrie reste liée au charbon avec toutes les conséquences connues. Et ici, comme partout sur la planète, la voiture individuelle et les deux-roues motorisés congestionnent tout. L'exceptionnelle densité de population aggrave évidemment la situation. Les habitantEs de New Delhi sont en grande souffrance. Les plus pauvres sont en première ligne.

Catastrophe sanitaire en Inde et Pakistan

À l'échelle mondiale, en 2019, l'OMS (Organisation mondiale de la Santé) estimait à 4,2 millions le nombre de décès prématurés provoqués par la pollution de l'air extérieur dans les villes et les zones rurales. Les effets sanitaires des aérosols varient selon la taille et la composition chimique des particules. Les plus grosses (de 2,5 à 10 µm) impactent la santé respiratoire. Les plus fines (2,5 µm ou moins) peuvent pénétrer très profondément dans l'appareil respiratoire et même passer dans la circulation sanguine causant des maladies cardiovasculaires. C'est toute la région de l'Inde et du Pakistan qui subit la double peine : augmentation des aérosols dans l'atmosphère et vague de chaleur extrême.

Inaction climatique de Modi

Modi affiche l'objectif de neutralité carbone pour 2070, c'est-à-dire repousse toute action conséquente aux calendes grecques. Or l'économie indienne est à plus de 70% liée aux énergies fossiles, à 45% rien que pour le charbon. Et l'Inde va encore augmenter ses rejets carbonés (+ 8,3% en 2023, + 4,6% prévus pour 2024). Nul doute que Modi se sentira renforcé dans ses options par la réélection de Donald Trump. La dernière COP de Bakou enterre un peu plus la COP de Paris de 2015 et son objectif affiché à contenir le réchauffement à + 1,5 °C, son caractère inopérant avec ses préconisations restreintes et non contraignantes.

Mais partout, y compris à New Delhi où les familles s'organisent, monte l'exigence de plus en plus forte de rompre avec l'inaction climatique. La course est engagée.

Commission nationale écologie

CORÉE DU SUD La crise sud-coréenne vue de France

L'imposition, le 3 décembre, de la loi martiale par le président Yoon Suk Yeol a été rapidement mise en échec. Une bonne nouvelle, mais pas seulement.

Les raisons qui ont poussé le président Yoon à initier un putsch fort mal préparé restent obscures (comme la décision par Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée nationale dans une conjoncture fort peu propice).

Mobilisation contre les actes illégaux

La mauvaise nouvelle est que l'armée (ou une fraction de l'état-major) a commencé par soutenir le président, alors même qu'il agissait dans l'illégalité (la Constitution exige l'accord des députés). Des forces spéciales dotées de moyens considérables (blindés, hélicoptères) devaient investir le Parlement et arrêter des dirigeants d'opposition. Le nombre de soldats impliqués dans l'opération était limité, ce qui explique que, confrontés à une situation imprévue, ils aient pu être débordés.

La bonne nouvelle est que cette tentative de putsch a été contrée en un temps record grâce à la résistance farouche des fonctionnaires et du personnel d'opposition sur place, ainsi qu'à une mobilisation citoyenne massive venue leur porter secours en



Yoon Suk Yeol en 2023. DR

pleine nuit, réunissant les générations, beaucoup de jeunes, activistes ou syndicalistes. Cela a permis à 190 éluEs de pénétrer dans le Parlement et d'abroger la loi martiale, avec le soutien d'un petit nombre de membres du parti gouvernemental. Les ressorts de cette mobilisation montrent la vivacité de la démocratie sud-coréenne où le souvenir des temps de la dictature ne s'est pas dissipé. L'intervention de l'armée montre que sa stabilité n'est pas aussi assurée autant qu'il pouvait le paraître (la loi martiale n'avait

pas été imposée depuis 1979). Les mobilisations se poursuivent aujourd'hui, pour la démission ou la destitution du président Yoon. Le premier intéressé s'y refuse, mais elles peuvent durer des jours, des semaines, voire des mois, comme ce fut le cas par le passé.

Crise économique, baisse du budget et corruption du pouvoir

Pourquoi cette crise intervient-elle aujourd'hui? La Corée du Sud a longtemps connu un développement rapide, grâce à

une politique interventionniste de l'État, favorisant la formation de conglomerats, que le Japon et les États-Unis ont à la fois tolérés et intégrés pour des raisons en particulier de géopolitique : la division de la péninsule coréenne, la proximité de la Chine et de la Russie. Elle exporte aujourd'hui massivement de l'électronique, s'impose comme le deuxième producteur de semi-conducteurs (en particulier les circuits imprimés de stockage de mémoire). Cependant, après la crise du Covid et dans un marché mondial moins porteur, la croissance s'essouffle. La situation économique de la population se dégrade, ainsi que la qualité des services publics. Le couple présidentiel est crédité de nombreuses affaires de corruption. La crise politique a éclaté alors que le Parlement devait réduire le budget dont le président Yoon peut user à discrétion, au nom de la sécurité nationale.

Bref, la Corée du Sud fait face à une situation qui, par-delà ses spécificités, n'est pas étrangère à celle de nombreux pays occidentaux. Elle a quelque chose à nous dire, particulièrement en France où l'armée occupe une place majeure au cœur de notre régime, où la macronie (entre autres) manifeste bien peu de respect pour l'institution parlementaire ou le résultat des urnes. Il ne faut pas porter sur ce pays d'extrême orient un regard « exotique ». Ses turbulences valent avertissement.

Pierre Rousset

SUISSE Nouveau vent de gauche sur les rives du Léman ?

Et, si la droite et l'extrême droite s'allient pour former une majorité réactionnaire et néolibérale, le parlement municipal en Ville de Genève reste, lui, à gauche grâce à l'apport de la gauche radicale dont solidaritéS est membre.

Maintenir une majorité de gauche

Pour les élections de 2025, le risque existait que les scissions successives au sein du mouvement empêchent de maintenir cette majorité mais aussi ce rôle de boussole de gauche vis-à-vis de l'exécutif rose-vert ! Jusque très tard dans la nuit, la veille du dépôt des listes, les camarades ont négocié un accord entre le Parti du Travail — parti communiste local, dont le président est issu d'une première scission de solidaritéS et sera notre candidat à l'exécutif (élu lui aussi au suffrage universel direct) —, le DAL (petit groupe local) et l'UP (Union populaire, issus de la dernière scission, toujours, de solidaritéS). Outre l'aspect financier négocié ces derniers mois (dette de l'UP sur le non-versement de jetons de présence), solidaritéS avait mis son veto sur la candidature de personnes ayant participé à des atteintes à la personnalité (actes ou propos portant atteinte à la santé physique et psychique, à l'intégrité morale et à la considération sociale) de membres du mouvement.

Appuyer les luttes au conseil municipal

L'accord conclu, nos 51 candidatEs partent uniEs à l'assaut du Conseil municipal ! Pour y faire quoi ? Poursuivre le travail mené par nos éluEs pour appuyer les luttes dans les

Au niveau cantonal comme au niveau fédéral, les parlements suisses n'ont pas attendu une dissolution pour être divisés en trois blocs

quartiers, au niveau syndical, celles des employéEs de la Ville, soutenir parfois des projets de la majorité de gauche et tenter à un échelon local de contrebalancer les projets néolibéraux du parlement cantonal, voire du fédéral.

Par exemple, dans le quartier des Pâquis, le plus densifié et le plus populaire de la Ville, nos éluEs ont pu, en plus de participer à des actions de dégrappage du bitume par les associations, soutenir des projets de végétalisation au sein du Conseil, ou alerter de la situation d'immeubles laissés à l'abandon dans une Ville dont le principal problème est de se loger. C'est aussi rappeler à l'exécutif rose-vert que l'annuité versée aux employéEs de la Ville n'est pas une prime au bon vouloir de l'employeur mais bien un droit des salariéEs, mais c'est aussi s'allier avec ces mêmes roses-verts pour voter un budget déficitaire qui permet la création de 108 emplois contre l'opposition de la droite et de l'extrême droite. C'est soutenir les projets de gauche de ce même exécutif lorsqu'ils répondent aux besoins de la population, comme la municipalisation des crèches, ou appuyer les revendications de la Grève féministe quand elle demande un local ou la féminisation des noms de rues. C'est, en plus de participer à une occupation avec les mineurs non accompagnés d'un bâtiment public, porter au sein du Conseil la revendication de leur collectif de lutte dans sa demande d'une carte municipale

d'identité. C'est en plus de participer aux mobilisations fortes à Genève (plusieurs milliers de participantEs à chaque manif) de soutien à la Palestine contre la politique fédérale de « neutralité pro-israélienne », voter 200 000 francs de subvention à l'UNRWA pour tenter de pallier le désengagement de la Confédération.

Au-delà de cet enjeu genevois, solidaritéS continuera à se battre sur tous les terrains nécessaires, dans la rue comme dans les parlements, dans une perspective anticapitaliste, éco-socialiste, internationaliste, féministe et antiraciste notamment avec nos camarades du NPA-l'Anticapitaliste.

Thomas Vachetta

À lire sur le site



États-Unis. La colère à l'égard de l'assurance santé,
par Dan La Botz



Gaza, tous ceux que j'aime sont au ciel,
par Marie Schwab



SOLIDARITÉ ET MOBILISATION!

L'origine de cette journée est l'adoption le 18 décembre 1990 de la Convention internationale des « Droits des travailleurs migrants et de leur famille » par l'OIM (Organisation internationale des migrations, agence de l'ONU). Comme la CIDE (Cour internationale des droits de l'enfant), ses pouvoirs sont limités et piétinés par les États, les droits des exiléEs sont bafoués. Tandis que les marchandises et les capitaux circulent librement sur la planète, les déplacements des humains sont surveillés, entravés, empêchés, interdits, réprimés. La date du 18 décembre a été reprise au cours des luttes comme rendez-vous annuel international des mobilisations pour la défense des migrantEs.

Un mouvement uni le plus large possible est nécessaire

L'idéologie néofasciste du RN gagne du terrain, renforcée par la droite et les gouvernements Macron qui reprennent sa politique en matière d'immigration, notamment avec la loi asile immigration, initiée par Darmanin et votée en décembre 2023, grâce à la droite et à l'extrême droite.

Cette loi accumule les obstacles à la régularisation, multiplie les OQTF d'une durée de trois ans, augmente le nombre d'expulsions. L'objectif proclamé est de « rendre la vie impossible aux migrantEs », de les pourchasser et de les faire passer pour des délinquantEs. Pour Retailleau, ce n'est pas suffisant! D'après lui, il faut une nouvelle loi encore plus répressive, notamment attaquer avec cette politique.

Les changements véritables dépendent de nos mobilisations. Le 18 décembre est une étape dans la construction d'un front uni de résistance, contre la loi Darmanin, contre l'offensive anti-migrantEs et contre la menace de l'extrême droite.

Dans de nombreuses villes du pays se préparent des actions le 14 ou le 18 décembre. L'unité la plus large est plus que jamais nécessaire même si elle n'est pas toujours facile à réaliser. Par exemple à Paris il y a trois cadres avec des appels

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS



différents. Heureusement ils sont parvenus à s'entendre sur l'organisation d'une manifestation commune le 14 et d'un meeting commun

le 18 décembre. Le nombre d'initiatives convergentes, d'associations, de syndicats, d'organisations, augmente et c'est encourageant.

Combattre les politiques anti-migrantEs

Non l'immigration n'est pas un problème, c'est une chance. Le fantasme développé par

l'extrême droite d'une « invasion étrangère » est démenti par les chiffres. Rendre les étrangers responsables des maux socio-économiques, c'est masquer les causes profondes des inégalités et des injustices en reprenant tous les préjugés racistes. Pour les plus défavoriséEs, c'est se tromper d'adversaire et encourager leurs pires ennemis.

On ne peut pas accepter que les flots ramènent sur nos côtes les corps de celles et ceux qui sont rejetés par l'Europe forteresse qui s'est pourtant enrichie et gavée sur le dos des pays colonisés. La faute est systématiquement rejetée sur les passeurs. Ils profitent certes mais ils ne sont pas la cause première de ces drames. La responsabilité principale est la fermeture des frontières.

Les exiléEs venuEs chercher la protection à laquelle elles et ils ont droit, sont renvoyés, au mépris du droit international. Des personnes qui travaillent, étudient, vivent avec nous, sont maltraitées,

accusées de délinquance. Des femmes, des enfants, des mineurEs isoléEs sont laissés sans abri à la rue.

Beaucoup de citoyenEs dans ce pays ne supportent plus les discriminations, les maltraitances, les exclusions, le racisme qui tue et divise, les morts à nos portes, en mer, aux frontières, les familles à la rue. Rester indifférent revient à laisser se développer la déshumanisation de la société, les atteintes aux libertés fondamentales, dont le droit à la vie et le devoir d'assistance à personne en danger.

L'occasion de se faire entendre

Elles sont nombreuses à s'engager. Des militantEs associatifs accompagnent, aident les migrantEs, se battent pour leur régularisation, contre les expulsions, pour la scolarisation et la prise en charge des mineurEs non accompagnées. Des syndicalistes se battent pour la régularisation des travailleurEs sans papiers. Des profs des écoles et des parents d'élèves s'organisent en comité de soutien, occupent des écoles pour mettre à l'abri des familles avec enfants à la rue. Des collectifs de sans-papiers luttent courageusement pour l'obtention d'un titre de séjour. Toutes ces énergies doivent se retrouver dans la rue lors de cette journée internationale des migrantEs. C'est l'occasion de manifester pour :

- l'égalité des droits : l'accès pour toutes et tous à la santé, à l'école, au logement, à un travail légal et un salaire, au droit de vote ;
- la régularisation de tous les sans-papiers ;
- l'abrogation de la loi Darmanin, de la loi Kasbarian-Bergé et pour l'application de la loi de réquisition des logements vides ;
- l'annulation de toutes les lois racistes du pacte migratoire européen, du règlement Dublin ;
- la liberté de circulation et d'installation.

Julie Piedra

Les préfetures, fabriques de sans-papiers

Depuis la dématérialisation des démarches administratives, en mars 2024, il est devenu d'abord difficile, puis impossible d'obtenir les rendez-vous indispensables pour les personnes sans papiers dans les préfetures. Les personnes se trouvent alors devant une autre frontière intérieure, la porte close de la forteresse préfeture.

Après avoir survécu aux mille souffrances de parcours inhumains, puis aux passages violents des frontières, les personnes migrantes obtiennent souvent un récépissé, le temps d'examiner leurs situations. À l'échéance de ce récépissé, il est alors impossible de renouveler celui-ci et/ou d'obtenir un titre de régularisation.

Massification de l'exclusion

Impossible aussi de renouveler un titre de séjour! L'accès direct aux services de l'immigration étant maintenant interdit, les rendez-vous doivent être pris sur internet, dans des créneaux aléatoires et extrêmement étroits. Des milliers de personnes en situation régulière n'accèdent jamais ou

perdent ainsi leurs droits, au travail, au logement, aux droits sociaux. Après Darmanin et sa loi, c'est bien la politique de Retailleau et en particulier cette consigne scandaleuse donnée aux préfets qui s'applique : « expulser plus, régulariser moins ». En fabriquant un sans-papier, ils fabriquent un hors-la-loi de la République, un délinquant, un expulsable. Retailleau se réjouit d'ailleurs que les OQTF aient augmenté de 23% en octobre! Le fait que chacun-chacune subisse la même situation, de rejet, de mépris permet parfois la lutte. Le sentiment de ras-le-bol et que « cela ne peut plus durer comme ça », la massification de rejets des demandes de papiers, le sentiment de colère des personnes solidaires poussent à se

battre ensemble. À partir de ce qu'expriment les personnes concernées et des configurations militantes dans chaque département peuvent se construire un rapport de forces et une multitude d'actions.

Bouger sa préf!

La participation de collectifs déjà existants de personnes migrantes est essentielle. Syndicats de travailleurEs sans-papiers, collectifs de mineurEs non accompagnés ou de jeunes majeurs, associations et syndicats des livreurs à vélo, associations de femmes en lutte, collectifs d'écoles occupées, associations d'étudiantEs africainEs en lien fort avec les associations de solidarité, les syndicats et partis, permet une

convergence, dans un premier temps, sur une seule revendication : des papiers!

Dans quelques départements, « Bouge ta préf » a permis de rassembler et d'élaborer une multitude d'actions qui cumuleront le 18 décembre, journée internationale des migrantEs. L'idée est de créer un « mouvement social » par une multiplication d'actions unitaires : rassemblements, création de mur de la honte, pétitions, témoignages, procès de préfet, marche aux flambeaux et musiques...

Le 18 décembre doit devenir une journée importante, s'inscrivant pleinement dans nos journées de revendications, telles que le 1^{er} Mai ou le 8 mars!

Victorine Laforge

UNIVERSITÉ EN DANGER Réagir face au désinvestissement de l'État

Le 3 décembre, France Universités a été à l'initiative d'une action de mobilisation inédite pour contester les coupes budgétaires imposées à l'Enseignement supérieur et la Recherche.

De nature avant tout symbolique et orchestrées par le haut, les fermetures administratives des établissements n'ont toutefois pas permis une coordination avec la journée de grève de la fonction publique du 5 décembre, particulièrement suivie par le secteur de l'éducation.

Des décennies de politiques austéritaires

Les syndicats ont pointé à juste titre que l'étranglement budgétaire actuel est la suite logique des politiques austéritaires appliquées avec zèle par les directions depuis des décennies. L'autonomie des établissements mise en place par Sarkozy-Pécresse à partir de 2007 avec la loi Libertés et responsabilités des universités (LRU) et via les « responsabilités et compétences élargies » a accéléré le désinvestissement de l'État, la mise en concurrence des établissements et leur soumission aux lois du marché.

Aujourd'hui, la plupart des universités sont sous-dotées et les conditions de travail et d'étude se détériorent : gel du point d'indice ; gel de postes ; délabrement des bâtiments ; individualisation du salaire ; précarité à tous les étages ; fermetures et restrictions d'accès aux formations...

À l'Université de Lille, 40% des emplois sont précaires, 16 amphithéâtres ont été fermés à cause de la présence d'amiante dans les systèmes d'aération. Il ne s'agit malheureusement pas d'un cas isolé : le patrimoine immobilier universitaire se trouve dans un état de délabrement très avancé et sa réhabilitation est chiffrée à 15 milliards d'euros.

Des baisses budgétaires indécentes

Pour 2025, le ministère avait demandé un effort de 350 millions, représentant environ 3% du budget des universités. La structure des dépenses a significativement évolué ces dernières années, avec une baisse régulière de la part de l'État et des collectivités locales au profit des entreprises¹. Le budget de l'enseignement supérieur par étudiant a baissé de près de 22% entre 2012 et 2023. À cela, il faut ajouter les coupes budgétaires de 954 millions d'euros en 2024. D'une façon générale, à travers les 7,8 milliards d'euros du CIR (Crédit impôt recherche), niche fiscale qui profite à quelques grands groupes capitalistes et bien peu à la recherche, ou encore les 25 milliards de l'apprentissage, l'État opère un transfert d'argent public massif vers le privé.

La guerre au statut de fonctionnaire

Jugé trop protecteur en matière de libertés académiques et syndicales et accusé d'encourager la « faïnéantise », le statut de fonctionnaire constitue la cible privilégiée des réactionnaires. Le gouvernement de Michel Barnier n'a pas dérogé à cette règle. Avant la censure, il avait proposé trois journées de carence pour les agentEs publics en cas d'arrêt maladie et la baisse de l'indemnisation (90% au lieu de 100%) sous prétexte de rétablir une égalité entre fonctionnaires et salariéEs du privé. Une vieille recette pour diviser les travailleurEs et détourner leur attention de la crise.

Sauver l'ESR ! Sauver nos services publics !

Pour sauver l'ESR, il faudra s'opposer à l'acte II de l'autonomie, lutter contre l'atomisation, les mesures qui détruisent les protections collectives, les baisses du budget et la privatisation. Nous devons nous saisir des prochaines dates de mobilisation pour construire un mouvement social puissant contre l'austérité et la casse des services publics, pour l'augmentation du SMIC et du point d'indice des agentEs, pour l'interdiction des licenciements et le financement pérenne de l'ESR et de toute la fonction publique.

Hélène Marra

1 - <https://www.alternatives-economiques.fr/universites-alertent-limminence-dune-catastrophe-financiere/00113313>

ÉDUCATION NATIONALE Grève du 5 décembre, pour la défense des services publics

Le gouvernement Barnier avait promis des attaques frontales contre les services publics, déjà bien amochés par sept ans de macronisme féroce. Bien sûr, le point d'indice des salaires des fonctionnaires est resté gelé, alors que l'inflation se fait sentir pour toutEs.

Au-delà, Kasbarian — que personne ne regrettera à son poste de ministre de la Transformation de l'action publique — avait décidé de s'attaquer à la santé des fonctionnaires en décrétant trois jours de carence d'indemnisation en cas d'arrêt maladie et un plafonnement à 90% des remboursements des journées d'arrêt maladie.

Anne Genetet, éphémère ministre de l'Éducation nationale et députée des Français hors de France se croyait encore à Koh-Lanta et voulait une sentence irrévocable pour la scolarité des jeunes : l'obtention du diplôme du brevet devait devenir obligatoire pour passer au lycée. Avec l'acte II du « Choc des savoirs », les « groupes de besoins » allaient se généraliser et ainsi empêcher toute poursuite d'étude aux élèves les plus faibles dès la sixième...

La crise institutionnelle s'approfondit, notre colère aussi

La journée de grève du 5 décembre, appelée par les 7 centrales syndicales de la fonction publique, prenait une autre ampleur lorsque nous apprenions, la veille au soir, que le gouvernement Barnier était censuré par l'Assemblée nationale, une première en France depuis 1962. Cela n'a pas entamé la détermination des grévistes : 65% des enseignantEs dans les premiers degrés et 54% dans les collèges et lycées, selon la FSU. Des assemblées générales,

aux effectifs certes limités, de grévistes se sont tenues dans diverses villes pour discuter des suites de cette journée, dont les plus déterminées parlaient de reconduire la grève le jeudi 12 décembre. Les 180 manifestations ont rassemblé plus de 200 000 personnes.

Le plan Barnier est inadmissible pour l'ensemble de la population. Après sa chute, le RN se met en embuscade pour gouverner le pays, ce qui serait un danger mortel pour les services publics et pour l'école¹. Nous devons mettre en place un rapport de forces suffisant

pour exiger quatre revendications élémentaires. D'abord, le retrait immédiat de la dernière réforme des retraites ; ensuite qu'il n'y ait plus aucun jour de carence pour les fonctionnaires ; que les salaires soient indexés sur l'inflation, seul moyen de lutter efficacement contre cette dernière. Et enfin, nous voulons un plan d'urgence d'embauches et d'augmentation de salaires dans tous les services publics, à l'image des revendications des enseignantEs de Seine-Saint-Denis l'année dernière. Et si Macron refuse cela, alors il dégage. Simple. Basique.

Des rebonds en demi-ton

Malheureusement, les centrales syndicales de la fonction publique ont sans doute été refroidies par les frimas de l'automne finissant. L'intersyndicale à 8 constate que « notre pays traverse une situation inédite », mais ne propose pas qu'elles restent « en contact étroit ». Plus restreint, la CGT, la FSU et Solidaires « appellent les agentEs publics à se mobiliser lors d'une semaine d'actions sectorielles et territoriales, de rassemblements, et d'expression revendicative, à compter du 9 décembre, avec un temps fort pouvant aller jusqu'à la grève. » Nous ne sommes pas certainEs que cela fera tousser l'Élysée. Il nous paraît indispensable de construire pied à pied un mouvement de grève massif et auto-organisé pour obtenir satisfaction de nos revendications. On ne sait pas si on aura un gouvernement dans les prochains jours mais notre objectif pour le 12 décembre est de renforcer l'avertissement : l'exécutif sera sous surveillance des salariéEs du public et du privé, prêt à livrer bataille contre eux et l'extrême droite.

Commission Éducation nationale

1 - Lire Raphaël Alberto, Tamara DeVita, « L'extrême droite, un danger mortel (aussi) pour l'école », revue *l'Anticapitaliste* n° 160, octobre 2024.



JUSTICE Lafarge, laisse béton !

Les 19 et 20 décembre, aura lieu le procès des 9 « inculpés Lafarge », à Évreux dans l'Eure.

Un procès très politique à l'image de la répression qui s'abat sur les opposantEs à la marche destructrice du système capitaliste. La solidarité et la combativité s'imposent.

Le béton : 8% des émissions de CO₂ par an

En décembre 2023, des actions ont été menées par plus de 200 organisations écologistes, paysannes, syndicales, comités locaux des Soulèvements de la Terre et collectifs d'habitantEs en lutte contre l'artificialisation des terres, pour « mettre à l'arrêt la machine de mort » que représente l'industrie du béton. Le site Lafarge de Val-de-Reuil, dans l'Eure, fut investi par une soixantaine de militantEs pendant une dizaine de minutes. L'occasion aussi de protester contre le projet autoroutier A133-134 qui menace de détruire des centaines d'hectares de terres agricoles et forestières.

C'est qui les terroristes ?

En avril 2024, 17 personnes supposées avoir participé à l'action ont été interpellées chez elles, par des membres de l'antiterrorisme cagoulés et armés, défonçant les portes au bélier, y compris en se trompant d'adresse, traumatisant des voisins plongés dans l'incompréhension. Arrêtées, emmenées à



différents endroits, interrogées 76 heures durant pour certaines d'entre elles, dont deux camarades du NPA d'Alençon (dont Christine Coulon, institutrice retraitée, militante depuis longtemps de notre courant politique et conseillère municipale durant trois mandats), elles ont été traitées comme de dangereux criminels : 8 furent relaxées par le tribunal d'Évreux, 9 seront jugées pour « association de malfaiteurs, dégradations de biens privés, séquestration » et encourrent jusqu'à 10 ans de prison et une amende de 540 000 euros de dommages et intérêts réclamés par Lafarge. Or, des dirigeants de Lafarge, leader mondial du ciment seront jugés en 2025 pour « financement d'une entreprise terroriste », « complicité de crimes

contre l'humanité », « violation d'un embargo » et « mise en danger de la vie d'autrui » en raison du soupçon de financement entre 2011 et 2015 de plusieurs organisations terroristes, dont l'État islamique, dans le but de maintenir son activité en Syrie.

La solidarité, notre arme

Une tribune de soutien a été signée par des organisations et des personnalités, dont nos camarades Christine Poupin, Philippe Poutou et Olivier Besancenot, ainsi que Clémence Guetté et Mathilde Panot de LFI, Guillaume Meurice, Cyril Dion, le député PS Philippe Brun. Des visuels circulent sur les réseaux sociaux, une cagnotte solidaire est en place. Le 14 décembre, une fête est organisée à Alençon (expo, concerts). Les 19 et 20 décembre, deux jours de soutien se préparent à Évreux : conférence de presse à l'entrée au tribunal, des tables rondes sur l'industrie du béton et sur la répression avec Cathy Billard pour le NPA-l'Anticapitaliste, un concert, des stands et un marché de Noël militant. Le NPA y prend toute sa part dans le refus de la criminalisation des mouvements de riposte à la destruction du monde.

Commission nationale écologie

À lire sur le site



Soulèvements de la Terre : Bolloré à tous les étages !

SOUSCRIPTION

Une campagne de dons à notre image: soirée, bingo et film!

Le mois de décembre a commencé et c'est celui où nous récoltons la majorité de nos dons. Pour cela nous organisons des moments conviviaux durant lesquels débattre, convaincre et inciter nos différents milieux à nous soutenir financièrement.

Par exemple, à Paris, des camarades ont organisé une soirée bingo dans un bar la semaine dernière. À Montpellier, d'autres camarades organisent des brocantes d'objets historiques de nos locaux. Ce genre d'évènement permet de récolter des fonds mais aussi de regrouper des dizaines de personnes avec lesquelles nous militons.



Soirée aux portes de Paris

Surtout, après plusieurs semaines de déménagement, nous avons investi collectivement le local montreuillois de notre imprimerie Rotographie en y organisant une soirée pour qu'une certaine de camarades aient enfin la possibilité de (re)voir ce bâtiment historique que nous ambitionnons d'acheter et de rénover pour y rassembler toutes nos activités (imprimerie, presse, librairie, IV^e Internationale, parti). Les camarades de Paris ont pris en charge cette soirée qui a nécessité de réorganiser l'espace autrefois dédié à certaines machines et qui est maintenant à la fois un espace logistique mais aussi de convivialité militante!



NPA-L'ANTICAPITALISTE

Sur les traces de Rouge

En parallèle de tout cela, la diffusion du film *Rouge, la couleur qui annonce le journal* débute vraiment avec 3 projections rien que cette semaine à Rennes, Montreuil et Vitry. L'occasion de discuter comment la LCR a pris une place importante dans le mouvement social dans les années 1970 et comment faire aujourd'hui la même chose, avec les difficultés et les perspectives (peu réjouissantes) de la période. En effet, cette campagne de dons et de projections du film est aussi l'occasion de discuter de l'utilité de notre présence dans les mobilisations et comment aider à les construire.

Et pour que cela continue, nous devons réussir à récolter les 800 000 euros dont nous avons besoin pour racheter et rénover le bâtiment de l'imprimerie Rotographie.

Commission souscription



POUR FAIRE UN DON, C'EST ICI:

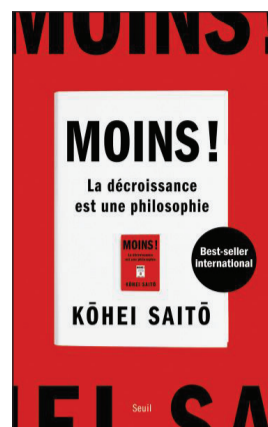
<https://don.npa-lanticapitaliste.org/>

Ou envoyer un chèque à l'ordre de AFANPA, à NPA, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Avec toujours la réduction fiscale de 66% du montant de votre don pour celles et ceux qui paient des impôts!

Culture

ESSAI



Moins! La décroissance est une philosophie, de Kohei Saito

Éditions du Seuil, 2024, 352 pages, 23 euros.

Kohei Saito est un philosophe japonais absolument brillant, possédant une immense connaissance du travail de Marx et de ses cahiers inédits, et il est l'auteur d'un des plus gros best-sellers de l'histoire japonaise (plus de 500 000 exemplaires vendus en deux ans). Le titre original du livre et qu'il aurait été pertinent de conserver pourrait se traduire par «Marx dans l'anthropocène: vers un communisme décroissant». C'est un livre qui pose les problèmes écologiques contemporains, dans un style très accessible et agréable à lire, et qui conclut que ce n'est qu'en comprenant comment le capitalisme dérègle les échanges de matière entre l'humanité et la nature qu'on peut agir sur la catastrophe écologique. La lecture qu'il propose de l'œuvre de Karl Marx est vraiment convaincante et donne envie d'approfondir à la fois sa connaissance de Marx et des questions écologiques.



Étincelles écosocialistes, de Michael Löwy

Éditions d'Amsterdam, 2024, 218 pages, 18 euros.

Que «la valeur d'échange soit subordonnée à la valeur d'usage», et que «la production soit organisée en fonction des besoins sociaux et des exigences de la protection de l'environnement», car il n'y a pas de solution à la crise écologique dans le cadre du capitalisme. Michael en appelle à une rupture civilisationnelle. De Karl Marx à Walter Benjamin, l'auteur ébauche le concept d'utopie concrète, qui loin d'être un oxymore fonde celui d'écosocialisme: il y a un lien intime entre la lutte contre la marchandisation et la défense de l'environnement, entre la résistance à la dictature des multinationales et le combat pour l'écologie.

Faire des cadeaux avec la Brèche

Une sélection de vos libraires préférés pour vos cadeaux de fin d'année.



REVUE



Le FLN, mirage et réalité, de Mohammed Harbi

Éditions Syllepse, 2024, 536 pages, 28 euros.

L'auteur, conseiller politique de Ben Bella, s'oppose au coup d'État de Boumédiène, est emprisonné, s'évade et nous livre cette contribution essentielle à l'histoire de l'Algérie de 1945 à 1962. Remettant en cause le mythe fondateur du FLN du primat du politique sur le militaire, l'auteur met en évidence la diversité des mouvements nationalistes qui se sont succédé ou ont coexisté, leurs relations et leurs dissensions, les scissions et les rapprochements, les luttes d'influence entre des hommes qui, dans un climat quasi permanent de suspicion, alternaient les alliances et les règlements de comptes. La guerre d'Algérie n'a pas été un processus linéaire de libération anticoloniale. Merci aux éditions Syllepse d'avoir réédité cet ouvrage clé, épuisé depuis des décennies.

Leur usine, nos vies, nos morts, de Catherine Méry

Éditions Syllepse, 2024, 112 pages, 12 euros.

Première coédition La Brèche/Syllepse, cet ouvrage retrace les combats de nos camarades de l'usine Bosch qui s'est aussi appelée Lockheed, DBA, Bendix, implantée à Beauvais. On y suit les luttes ouvrières de ces militantEs, surtout de la LCR mais aussi de LO, qui se sont battus au quotidien. Chacun a son chapitre, sa photo, ses engagements sur les salaires, les conditions de travail mais surtout contre un patronat cynique faisant feu de tout bois pour licencier... au nom de l'amiante! Omniprésente partout dans l'usine, amiante qui les a quasi tous tués. Catherine nous présente aussi ce combat sans fin pour faire reconnaître les cancers induits comme maladie professionnelle. Presque toutes les Taupes Rouges sont reproduites, certains bulletins de LO également.



La Revue du Crieur n°25

Mediapart, décembre 2024, 160 pages, 15 euros.

Ultime numéro de la revue. Dommage. À l'image de Mediapart, ce média est propre, engagé, sans concession. *La solitude de Gaza*, son titre, ne faillit pas à sa réputation et réunit les signatures de Mona Chollet, Thomas Vescovi, Meryem Belkaïd, Marion Slitine et Eyal Weizman, israélien. Du concept de génocide à celui de culturicide, de la complicité des dirigeants occidentaux à la disparition du camp de la paix israélien, de la colonialité comme notion centrale à l'examen sur le temps long des exterminations des peuples dominés, tout y passe. Romaric Godin aborde le processus électoral récent en France et les débats qui agitent la gauche radicale aux États-Unis. On trouve aussi un article sur le nécessaire fonds d'archive LGBTQIA+, enfin la notion de consentement en contexte de violences sexuelles, exposant les différentes positions dans le champ féministe est développée.

BANDE DESSINÉE



Souffler le feu, de Joe Sacco

Futuropolis, 2024, 140 pages, 22 euros.

Joe Sacco est l'auteur de nombreuses BD sombres, des docu-fictions qui mettent en scène des événements politiques violents auxquels l'auteur a participé, ce qui lui donne une autorité réelle pour en parler. Irak, Palestine et Gaza, Inde. En l'occurrence, l'auteur traite des violences entre musulmans et hindous qui font plusieurs dizaines de morts et des milliers de paysans déplacés... Les victimes sont bien sûr les pauvres, des paysans sans terre. Sous l'apparence de violences interconfessionnelles, la guerre de classe en Inde, le processus de

guerre civile opposant les miséreux et les nantis n'est pas loin. Archétype de ce qui s'est passé et se passera à l'avenir, et pas seulement en Inde.



Et que se taisent les vagues, de Désirée et Alain Frappier

Éditions Steinkis, 2024, 320 pages, 24 euros.

Troisième tome de la trilogie de Désirée et Alain Frappier sur l'unité populaire au Chili — après *Là où se termine la terre* et *Le temps des humbles* qui racontaient la vie d'un jeune garçon dans les années 1950 et 1960 au Chili et d'une jeune militante du MIR, œuvrant dans les «poblaciones» durant les mille jours de l'unité populaire — consacré au coup d'État de Pinochet, vu par les yeux d'un marin loyaliste cherchant à empêcher le coup d'État. Avec les mêmes qualités que les deux précédents volumes: humaniste et écrite à l'auteur humaine, cette BD célèbre l'engagement et la conscience politique de celles et ceux d'en bas. À travers le récit individuel, c'est aussi la complexité et les questionnements de cette période politique qui se donnent à voir.



La Belle de Mai, de Mathilde Ramadier et Élodie Durand

Futuropolis, 2024, 144 pages, 22 euros.

Cette BD s'inscrit dans le mouvement de réappropriation de l'histoire des femmes ouvrières en racontant la grève de l'hiver 1887 dans la manufacture des tabacs marseillaise de la Belle de Mai. Les ouvrières d'origine italienne qui travaillent à y fabriquer les cigares et les cigarettes, déclarent la grève sans syndicat ou expérience de lutte préalable. Leur lutte se déploie de la revendication initiale (l'arrêt des fouilles au corps à la sortie de l'usine) jusqu'à la création d'un syndicat et une victoire éclatante!

Librairie La Brèche

27, rue Taine, Paris 12^e, M° Daumesnil

la-breche.com

01 49 28 52 44
contact@la-breche.com

POLITIQUE « Il y a une vraie lutte des classes au sein de l'écologie »

Entretien. À l'occasion de la sortie de son livre « Arrachons une vie meilleure » aux éditions Massot, l'Anticapitaliste a rencontré **Ritchy Thibault**.

Tu es porte-parole d'un collectif politique qui s'appelle PEPS (Pour une écologie populaire et sociale). Tu as 20 ans. Comment expliques-tu ton parcours militant ? Je n'étais pas du tout destiné à l'action politique. J'appartiens à ces populations que l'État, que les dominants assignent à l'apollitisme, parce que ma mère est gitane, mon père est manouche. Je me suis retrouvé sur un rond-point avec les Gilets jaunes à l'âge de 14 ans, à Pineuilh, à côté de Sainte-Foy-la-Grande, la ville d'origine d'Élisée Reclus, que j'ai découvert après m'être engagé, lui qui fut un des précurseurs de l'écologie. Dès que je sortais du collège, je marchais jusqu'au rond-point, et j'ai passé mes soirées à me politiser au bord des feux sur le rond-point de Pineuilh, en Gironde. C'est comme ça que je me suis mis à lire, à comprendre que finalement il fallait acquérir des outils pour combattre l'injustice. Puis, je me suis mis à faire 5500 km à pied en stop une fois mon bac passé, sans thune, où j'ai été sur les routes. Je suis allé voir des expériences individuelles, collectives, et je me suis dit que finalement, il y a tout un « déjà-là », il y a une perspective révolutionnaire.

Comment tu passes de cette politisation des Gilets jaunes — très axée sur la question sociale souvent opposée aux questions écologiques à l'époque — à une conscience écologique ?

Les Gilets jaunes ne me destinaient pas à l'écologie, parce que comme je l'ai lu depuis, les dominants ont désubstantifié l'écologie chez les classes populaires. Ils ont diabolisé cette notion. La manière dont ils parlent de l'écologie fait que la perception de l'écologie chez les classes populaires, c'est une punition : quelque chose qui nous prend des sous. Le mouvement des Gilets jaunes commence avec le refus de la taxe carbone, qui est une grosse escroquerie. Sous prétexte d'écologie, vous venez nous taper à nous, qui avons une petite bagnole pour aller au boulot, qui faisons 40 km aller-retour par jour et pendant ce temps-là, vous laissez ceux qui ont des jets privés circuler partout dans le monde. C'est ce qu'ont dit les Gilets jaunes. C'est vraiment l'injustice totale. Arrivé à Paris, je me mets à fréquenter les camarades du collectif politique, dont je suis le porte-parole, parce que j'ai pris conscience que l'écologie, c'est vraiment la notion d'avenir dans notre champ politique. Je suis convaincu que tout va se passer autour de l'écologie au vu de la situation. Il y a une vraie lutte des classes au sein de l'écologie. Il y a l'écologie bourgeoise, mais il y a aussi une écologie radicale, une écologie décoloniale. On le voit notamment avec le discours de Jill Stein, lors de la présidentielle aux États-Unis. Il y a d'un côté les écologistes



européens bourgeois qui veulent lui donner des leçons et elle, qui les rappelle à l'ordre, en disant que la vraie écologie, c'est celle qui se positionne du côté des peuples opprimés, notamment du peuple palestinien. Chez PEPS, on défend la notion d'écologie de libération. On dit que l'écologie, elle libère des oppressions. Je me suis dit que ça me concernait directement en tant que jeune racisé. Les voyageurs en France — ceux qu'on appelle les gens du voyage — ils sont parqués à côté des sites les plus pollués et les plus pollués de ce pays. C'est ce qu'on appelle le racisme environnemental. À Rouen, en 2019, il y a l'incendie de Lubrizol. Le premier lieu de vie à côté de ce site classé Seveso, c'est un terrain dit d'accueil — qui n'a rien d'accueillant — de voyageurs. Les gens, pendant qu'on évacue tout le monde autour, sont parqués là-bas. On leur dit : « Vous pouvez sortir, mais pas avec les caravanes ». Or les caravanes, ce sont le logement des gens, leur habitat. En quelque sorte, on les parque et on les séquestre en train d'inhaler des fumées profondément toxiques. L'écologie, c'est notre affaire à nous, les dominés et les exploités de ce monde.

Dans les motifs d'indignation, tu parles beaucoup aussi, évidemment, du racisme ? De l'antitsiganisme ?

C'est une de mes batailles principales. Ma grand-mère et sa génération ont vécu un internement et un génocide toujours pas reconnu plus de 80 ans après. L'antitsiganisme, c'est le racisme subi par toutes les populations qui sont perçues comme Tsiganes. Alors, Tsigane, c'est un exonyme, un terme de la littérature scientifique que j'évite d'utiliser, mais il s'avère que le terme « antitsiganisme » désigne le racisme subi par tous ceux qui sont désignés comme tels, à savoir les Roms, les Yéniches, les Sintis, les Manouches, les Gitans et les voyageurs. Ce sont les 6 collectifs principaux. Il y a le racisme environnemental. L'espérance de vie des voyageurs est de plusieurs années inférieure au reste de la population. Il y a la discrimination à l'école. Il y

a les crimes policiers. Moi, je l'ai vécu dans ma famille, avec Daniel, qui s'est fait tuer par des gendarmes quand j'avais une dizaine d'années. Il y a eu Angelo Garand, et sa sœur qui mène un combat salutaire pour la justice, et d'autres... Les voyageurs sont les plus victimes de crimes policiers.

Il y a des convergences à faire, avec toutes celles et ceux qui subissent le racisme, en tant que phénomène systémique et structurel. Je me suis rapproché du champ de l'antiracisme politique. Avec Amal Bentounsi, on passe beaucoup de temps dans des combats communs. Il y a une nécessité impérieuse que les personnes qui subissent le racisme d'État en France s'unissent, ne laissent personne de côté pour déconstruire la pyramide raciale.

Il y a une nécessité impérieuse que les personnes qui subissent le racisme d'État en France s'unissent

Tu me disais que tu travailles avec Ersilia Soudais, qui est députée, que vous préparez ensemble un projet sur cette question ?

Tout à fait. Je tiens à remercier Ersilia Soudais qui est la première parlementaire qui s'engage pleinement sur la lutte contre l'antitsiganisme. En janvier, Ersilia va déposer une proposition de résolution pour la reconnaissance du Samudariyen — « la mort de tout » en romanès —, donc du génocide des Roms, des Sintis, des Gitans, des Manouches et des voyageurs. Notre objectif ? Que la France, 80 ans après, reconnaisse sa culpabilité, qui est immense dans ce génocide et les persécutions entre 1939 et 1946. Elle ouvrirait la voie, notamment à des indemnités et des réparations des spoliations très graves. L'État a volé tous les outils de travail de nos ancêtres, via la Caisse des dépôts et des consignations. Cela a assigné des gens à la misère.

Comment tu vois la situation avec l'autoritarisme qui se développe ?

Il y a des dérives autoritaires graves. Il y a des populations en France, comme les voyageurs, qui n'ont jamais connu l'État de droit. On a laissé faire une expérimentation de la coercition étatique vis-à-vis de certaines populations, vis-à-vis des quartiers populaires, vis-à-vis des populations racisées, des voyageurs, et des musulmanEs aussi. [...] On a atteint un degré de répression pendant les Gilets jaunes, que les gens sous-estiment. On a laissé passer la normalisation de l'état d'urgence après les attaques terroristes de 2015, et les mesures d'exception sont devenues la norme et la banalité. Les dominants font de la répression,



NPA-L'ANTICAPITALISTE

car ils veulent silencier la parole de l'opposition, et notamment de la jeunesse. Et donc, il y a une fascisation qui est grave. Ils préparent, ils donnent clé en main à l'extrême droite. Hannah Arendt disait que choisir le moindre mal, c'est toujours choisir le mal. Macron n'est pas du tout un rempart. Parce que si la formation politique de Bardella, le Rassemblement national, était arrivée en tête aux élections législatives, il aurait pris un plaisir fou à gouverner avec lui.

Qu'est-ce qu'agir dans ce monde qui se durcit, qui se radicalise de plus en plus vers l'écofascisme ?

Il faut cesser d'opposer de manière antagonique nos formes de luttes. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, ce n'est ni le parti d'avant-garde révolutionnaire qui va sauver les masses avec un discours pseudo-éclairant. Ce n'est pas non plus la social-démocratie. Ça ne marche pas. On pense qu'il y a une troisième voie. C'est la révolution rampante. C'est un peu le lierre et les ronces qui poussent à travers les différents socles, le socle de la pyramide sociale, et qui la font effondrer. Qui poussent dans le bitume des bourses du CAC40 et qui font s'effondrer les bâtiments. Je pense qu'il y a trois fronts de lutte : un front interne, les institutions pour faire entendre une voix dissonante ; un front externe, pour être capable de s'opposer frontalement au système avec des grèves, des blocages, des manifs sauvages, des piquets de grève ; et un front parallèle, construire dès maintenant une alternative. C'est la stratégie du pouvoir populaire. Il faut que le système s'effondre de nos alternatives, qu'on construise des pouvoirs populaires encore plus forts que le pouvoir étatique et centralisé.

Propos recueillis par Olivier Besancenot

À voir sur le site

Ritchy Thibault : Arracher une vie meilleure — Entretien avec Olivier Besancenot



Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
L_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois,

L'Anticapitaliste
la revue

Le n°161 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :
L'Anticapitaliste,
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **L'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org



Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

